

Les subsides

Outre les 230 millions de dollars dont j'ai parlé, n'oublions pas l'Accord de l'Atlantique conclu avec Terre-Neuve, en vertu duquel le gouvernement fédéral sera appelé à déboursier 225 millions de plus. N'est-il pas étrange qu'un député terre-neuvien néglige, en intervenant à ce sujet, de dire à quel point il se réjouit de savoir que la question de la prospection pétrolière au large de nos côtes a été réglée à la satisfaction du gouvernement de sa province?

Une voix: Il a dû oublier.

M. Stevens: Un collègue vient de laisser entendre qu'il l'aurait peut-être oublié. Les députés de l'opposition ont une mémoire très sélective.

Je pourrais citer une foule de programmes que nous mettons en œuvre ou sommes en train de mettre au point dans la région de l'Atlantique. Pour l'année financière précédente, jusqu'à la fin de mars, je tiens à rapeler que les programmes permanents ont injecté \$128,751,000 en fonds fédéraux dans l'économie de la région atlantique.

J'ai déclaré tout à l'heure que je n'étais pas satisfait de ce que nous avons accompli jusqu'ici et qu'il était possible de faire mieux. J'ai été très encouragé, monsieur le Président, notamment en ma qualité de ministre de l'Expansion, de pouvoir m'entretenir avec mes homologues provinciaux. La première de ces réunions a eu lieu ici même à Ottawa, en janvier. Soit dit en passant, c'était la première fois dans l'histoire du Canada que les ministres provinciaux et fédéral de l'expansion se réunissaient. Une rencontre a eu lieu à Québec et nous a permis de cerner les objectifs que nous souhaitons atteindre grâce à une collaboration plus étroite afin de redonner du travail aux Canadiens.

Un peu plus tard ce moi-ci, nous irons à Vancouver. Encore une fois, nous nous réunirons. Ensuite une autre réunion est prévue pour l'été à Saint-Jean, Terre-Neuve. Nous nous réunissons tous les deux mois. Il est urgent à notre avis de remettre les régions au travail afin de leur redonner la prospérité qu'elles méritent à juste titre, du moins en ce qui concerne le gouvernement fédéral.

J'ai déclaré que je reviendrais avec grand plaisir sur le sujet de la Devco. Je suis très heureux d'annoncer aux députés que cette entreprise a bénéficié, au fil des ans, de centaines de millions de dollars en subventions. Je le répète, l'ancien gouvernement l'avait abandonnée à son sort. En fait, la société n'a jamais eu de directeur général qui ait eu la moindre expérience du secteur minier. Nous avons donc nommé M. Derek Rance à ce poste, et je l'ai vu hier justement. Il est en train de prendre d'excellentes initiatives destinées à rétablir la viabilité de la Devco. Mais j'ai des nouvelles encore plus réjouissantes. Pour la première fois depuis dix ans, la société a fait des bénéfices l'an dernier.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Ces bénéfices s'expliquent du fait que nous avons réussi à accroître de 31 p. 100 la productivité du personnel, et à réduire de 25 p. 100 l'absentéisme et de 17 p. 100 la fréquence des accidents de travail.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Nous croyons être dans la bonne voie. Je peux vous dire, monsieur le Président, qu'à mesure que nous parvenons à défricher, à débrouiller et à démêler la confusion que nous a léguée l'ancien gouvernement, plus nous sommes persuadés d'être dans la bonne voie en ce qui concerne la Devco. Du fait des excellents résultats obtenus, nous avons décidé de mettre au point un programme de participation aux bénéfices. Les employés et les dirigeants de la Devco, ceux-là mêmes qui sont à l'origine des résultats obtenus, se partageront 10 p. 100 des bénéfices que la compagnie réalise pour la première fois depuis dix ans.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Voilà le gouvernement de Brian Mulroney à l'œuvre. Nous croyons que la région atlantique peut redevenir l'une des régions les plus prospères du Canada et si l'opposition officielle prenait un peu de recul, elle verrait combien ce renversement de situation est survenu rapidement.

Des voix: Bravo!

M. le vice-président: Questions? Commentaires?

M. Baker: De derrière les tentures je souriais en voyant combien peu le ministre avait à apporter au débat.

Des voix: Oh, oh!

M. Baker: Son discours manquait passablement d'inspiration ou de cohérence. D'une part, il disait que le chômage et les difficultés des entreprises étaient dûs à l'ancien gouvernement libéral.

Une voix: C'est vrai.

M. Baker: D'autre part, que si la Devco n'avait pas été déficitaire l'an dernier, c'était grâce à son gouvernement. L'an dernier, c'était 1984, monsieur le Président.

Il était quand même intéressant d'entendre le ministre. Il m'a d'abord accusé de ne pas avoir parlé de transport ni de développement régional. C'est que je n'ai pas abordé ces questions. J'en avais tellement à dire sur la mauvaise gestion du gouvernement dans les pêches que je n'ai pas eu le temps de vous parler des interventions du gouvernement dans les transports et le développement régional et de vous rappeler que le ministre a supprimé 200 millions dans ces domaines. Où le ministre a-t-il fait des coupes sombres? Dans le programme de stimulation industriel. Le ministre devrait nous expliquer ce qui justifiait les compressions décidées par le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret). Certaines choses semblent échapper au ministre. Il devrait par exemple examiner les tarifs des traversiers sur la côte est. Il devrait examiner toutes les compressions. Que penser de tous les services de traversiers qui ont été supprimés sur la côte sud de Terre-Neuve? Le ministre devrait se rendre compte de ce qu'il pourrait lui en coûter à lui et à sa famille pour se rendre dans une des provinces de l'est du Canada, depuis que son gouvernement a instauré cette politique.

J'aurais une question à poser au ministre. Il nous a parlé de la Fisheries Products International. Il a dit que la situation était stable maintenant, ce dont il a voulu s'attribuer le mérite. Le ministre croit-il que l'ancien gouvernement a bien fait de créer cette entreprise? Approuve-t-il les sommes dépensées pour lancer l'entreprise?